

marches-securises.fr

PUBLICATION



ÉTABLISSEMENT

m2A HABITAT (68)
20 bd de la Marseillaise
68100 Mulhouse

**AVIS DE MARCHÉ
SERVICES****Organisme acheteur**

m2A HABITAT (68), Service Marchés, 20 bd de la Marseillaise, 68100 Mulhouse, pays_ISO3166_FRA. Tel : +33 389451313. E-mail : service-marches@m2a-habitat.fr.

Adresse(s) internet

Adresse générale de l'organisme acheteur : <http://www.m2a-habitat.fr>
Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Objet du marché

Mission maîtrise d'oeuvre pour la Réhabilitation Résidence Bellevue Habsheim

Lieu d'exécution

41 rue du Colonel Fabien 68440 HABSHEIM

Caractéristiques**Type de procédure :**

Procédure adaptée.

Caractéristiques principales :

Mission de maîtrise d'oeuvre Réhabilitation Résidence Bellevue

La présente consultation s'adresse à un maître d'oeuvre ou une équipe pluridisciplinaire de maîtrise d'oeuvre présentant des moyens humains et matériels et une expérience professionnelle qui garantissent, a minima, les compétences suivantes:

1. Architecture
2. Economie de la construction
3. OPC
4. structure
5. Fluides
6. Thermique

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Les missions, enchaînées chronologiquement dans l'ordre de déroulement de la mission de maîtrise d'oeuvre, sont :

DIAG, APS APD, PRO / DCE, ACT, EXE, DET, AOR, PLN OPC

Des variantes seront prises en considération : Non**Division en lots : Non****Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en mois : 26 (à compter de la date de notification du marché).

Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Lundi 15 avril 2024 - 12:00

Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).

Conditions relatives au marché**Cautionnement et garanties exigés**

Se référer au Règlement de la consultation

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Se référer au Règlement de la consultation

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché

Se référer au Règlement de la consultation

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française

Français.

Unité monétaire utilisée : Euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Précision :

Certificat d'inscription à l'Ordre des architectes de l'architecte mandataire ou équivalent

Le candidat ou mandataire en cas de groupement sera un architecte DPLG ou équivalent (article 3 de la loi du 3 janvier 1977) ou possédera un diplôme reconnu au titre de la directive no85/384 CE du 10 juin 1895.

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
(disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1: Prix 60%

2: Technique 40%

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par l'organisme acheteur

MOE202409

Renseignements complémentaires :

L'enveloppe prévisionnelle des travaux est de 550 000 EUR H.T.

Adresses complémentaires

Date d'envoi du présent avis

18 mars 2024